

DEPARTEMENT DU  
LOIRET  
ARROND. DE  
MONTARGIS  
CANTON ET COMMUNE  
DE  
CHALETTE SUR LOING

REPUBLIQUE FRANCAISE

Extrait du Registre des

DELIBERATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL

DATE DE CONVOCATION : 14 novembre 2023

DATE DE PUBLICATION : 22 novembre 2023

*L'an deux mille vingt-trois, le vingt et un novembre, à 20 h 30, les membres du CONSEIL MUNICIPAL se sont réunis en séance publique dans la salle ordinaire des séances, sur convocation adressée par le Maire conformément aux articles L 2121-10 et L 2121-12 du code général des collectivités territoriales.*

**ETAIENT PRESENTS :** M. DEMAUMONT – Mme HEUGUES - M. RAMBAUD –M. ÖZTÜRK - Mme PASCAUD – M. MALGHI - Mme BRANDON - M. KHALID - M. BARAY - Mme MANAÏ-AHMADI – Mme SOW – Mme BAYRAM – Mme CAYOUX - M. JOLIVET – Mme HENRY - M. OREN - M. RENOUF –Mme TORRES – M. TOUANE - M. FAURE - M. GUEDJ – Mme DURAND - Mme LOISEAU

**ABSENTS ET EXCUSES AYANT DONNE POUVOIR RESPECTIVEMENT :**

- Mme PHESOR à M. TOUANE
- Mme RASAMOELY à Mme PASCAUD
- M. BA à Mme TORRES
- M. LALOT à Mme HEUGUES
- M. TAVARES à M. DEMAUMONT
- Mme PERIERS à M. FAURE

**ABSENTS**

- M. BALABAN

**EXCUSÉS**

- M. CHRISTODOULOU
- Mme LAMA
- Mme PRIEUX

**SECRETAIRE DE SEANCE :**

- Mme TORRES

**OBJET :**  
**Modification des modalités de versement del'indemnité  
forfaitaire pour fonctions itinérantes**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

045-214500688-20231129-DEL\_2023\_1117-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 29/11/2023

**OBJET :**  
**Modification des modalités de versement de l'indemnité  
forfaitaire pour fonctions itinérantes**

**Directeur de secteur** : SURIEU Laurence

**Service** : Direction des Ressources Humaines

**Affaire suivie par** SURIEU Laurence

**Mme Heugues** : Par délibération du 23/11/2021, le Conseil municipal a fixé les modalités de mise en place l'IFFI au profit des agents utilisant régulièrement, dans le cadre de leurs fonctions, leur véhicule personnel pour des déplacements professionnels réguliers sur le territoire de la commune, dès lors que qu'ils ne peuvent disposer d'un véhicule de service. Auparavant, une indemnité forfaitaire annuelle fixe de 210€ était versée à ce titre. Depuis un arrêté du 28/12/2020, le montant maximum de cette indemnité est fixé à 615€ par an. Sur ces bases, l'assemblée délibérante a décidé de moduler le montant de l'indemnité selon le kilométrage parcouru avec un véhicule personnel comme suit :

Montant de l'indemnité en euros	Nombre de Kms parcourus pendant l'année
155	Jusqu'à 399
310	Entre 400 et 649
465	Entre 650 et 1 000
615	Plus de 1 000

Sur ces bases, la délibération de 2021 listait les fonctions justifiant l'octroi de cette indemnité.

Par ailleurs, les modalités de versement étaient fixées comme suit :

- modulation à proportion de la durée de présence de l'agent dans l'année de référence (recrutement ou départ en cours d'année, position administrative autre que la position d'activité) ;
- modulation au prorata du temps de travail ;
- rédaction d'arrêté individuel ;
- rédaction d'un ordre de mission permanent, avec autorisation d'utilisation du véhicule personnel, est délivré aux agents concernés, sous réserve de la fourniture d'une copie du permis de conduire et d'un justificatif d'assurance couvrant de manière illimitée la responsabilité personnelle de l'agent, celle de l'employeur quand elle est engagée et l'assurance contentieuse
- allocation en décembre de chaque année selon un état annuel établi, daté et signé par le responsable de service et le directeur de pôle (ou DGS).

Après 2 années de mise en œuvre, il s'avère que ces modalités d'attribution doivent être revues et/ou réaffirmées pour être davantage en phase avec la réalité de terrain et être à la fois plus équitables et mieux respectées :

Ainsi, il est proposé :

1. **De moduler encore davantage le montant de l'indemnité**, dans la mesure où certains agents font des déplacements récurrents (hebdomadaires notamment), mais de très courte distance (centre aquatique, animateurs...), comme suit :

Montant de l'indemnité en euros	Nombre de Kms parcourus pendant l'année
55	Moins de 200
155	Entre 200 et 399
310	Entre 400 et 649
465	Entre 650 et 1 000
615	Plus de 1 000

## 2. De réviser la liste des fonctions éligibles.

En effet :

- Certaines d'entre elles n'existaient pas en 2021 (conseiller en précarité énergétique par exemple) ou n'étaient pas mentionnées (direction périscolaire...)
- D'autres ne se justifient plus (un véhicule de service peut être sollicité auprès du service AG) ou ont été supprimées (direction adjointe du pôle SPC) ;
- Le véhicule de service attribué dont bénéficient certaines fonctions peut très bien devenir indisponible pour raisons techniques (services techniques par ex).

Aussi, la liste révisée serait la suivante, afin de « coller » au plus près de la réalité :

SERVICES	FONCTIONS
Pôle Solidarité de proximité et citoyenneté	Directeur de pôle
Pôle Solidarité de proximité et citoyenneté	Assistante de direction
Médiathèque	Responsable de service
Service Relations publiques et vie associative	Agent administratif
Service Vie des quartiers	Agent administratif
Service Sport- jeunesse	Responsable de service
Service Sport-jeunesse	Assistante administrative
Service Sport-jeunesse	Animateur et Educateur
Centre aquatique	Directeur
Centre aquatique	Chef de bassin
Service culturel	Chargé de mission Culture
Pôle vie scolaire	Directeur de pôle
Pôle vie scolaire	Directeur de pôle adjoint
Service périscolaire	Responsable de service
Service périscolaire	Responsable de service adjoint
Service périscolaire	Animateur
Service périscolaire	Directeur périscolaire
Service scolaire	Responsable de service
Service scolaire	Coordinateur ATSEM
Service entretien et restauration	Responsable de service
Service entretien et restauration	Agent d'entretien et de restauration
Service Affaires générales secteur tourisme	Agent administratif
Service informatique	Responsable de service
Services à la population	Responsable de service
Services à la population	Gardien de cimetières
Pôle action sociale et famille	Directeur de pôle
Pôle action sociale et famille	Directeur de pôle adjoint
CCAS	Conseiller en précarité énergétique
SEMURPA	Animateur
Service enfance famille	Responsable de service
Service Enfance famille	Référent famille
Relais Petite Enfance	Educateur
CME	Coordinateur
Service environnement	Responsable de service



Service environnement	Animateur
Services techniques	Agent d'entretien des bâtiments sportifs
Services techniques	Responsable Bâtiments-ERP-Garage
Services techniques	Responsable des ERP
Services techniques	Responsable Espaces verts
Services techniques	Responsable Logistique et Espaces publics
Services techniques	Chef d'équipe Bâtiments
Service communication	Journaliste
Service communication	Webmaster
Service RH et prévention	Conseiller en prévention

3. **De moduler le montant de l'indemnité selon le temps de présence effectif de l'agent à son poste de travail :** s'agissant d'une indemnité, il est anormal qu'un agent qui n'a pas travaillé sur une ou plusieurs périodes de l'année (hors congés ordinaires, RTT et pénibilité), qu'elle qu'en soit la raison (maladie, congés parental, etc.) la perçoive.

En revanche, **la proratisation de l'indemnité pour les agents à temps non complet ne se justifie pas**, car leur emploi du temps induit quoi qu'il en soit des déplacements sur les différents sites.

4. **De mettre en œuvre les modalités réglementaires afférentes au versement de l'indemnité** (ordre de mission permanent, sollicitation d'une copie du permis et d'une attestation d'assurance auprès des agents), en même temps qu'une **campagne de communication**.
5. De décider que cette indemnité sera désormais **versée avec la paie du mois de février**, au titre de l'année précédente, afin de laisser le temps au service RH d'opérer l'ensemble des contrôles utiles.

## LE CONSEIL MUNICIPAL,

**ENTENDU** les explications du rapporteur,

**Après en avoir délibéré,**

**Vu** la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,

**Vu** la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

**Vu** le décret n°2001-654 du 19 juillet 2001 fixant les conditions et les modalités de règlements des frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités locales et établissements publics mentionnés à l'article 2 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et abrogeant le décret n°91-573 du 19 juin 1991, notamment l'article 14,

**Vu** l'arrêté du 28 décembre 2020 fixant le montant maximum de l'indemnité forfaitaire prévue à l'article 14 du décret n°2001-654 du 19 juillet 2001 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités et établissements publics mentionnés à l'article 2 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

**Vu la délibération en date du 23 novembre 2021 relative à l'indemnité forfaitaire pouvant être allouée en cas de fonctions essentiellement itinérantes,**

**Vu l'avis du Comité technique en date du 7 novembre 2023**

**DECIDE** : - de moduler à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2023, le montant de l'indemnité forfaitaire en cas de fonctions essentiellement itinérantes comme suit :

Montant de l'indemnité en euros	Nombre de Kms parcourus pendant l'année
55	Moins de 200
155	Entre 200 et 399
310	Entre 400 et 649
465	Entre 650 et 1 000
615	Plus de 1 000

**DECIDE** de fixer la liste des fonctions itinérantes selon le tableau ci-dessus ;

**PRECISE** que l'indemnité est modulée selon le temps de présence effectif de l'agent à son poste de travail, en tenant compte des absences, quelle qu'en soit la raison (sauf congés ordinaires, RTT et jours de pénibilité)

**INDIQUE** que cette prime est allouée chaque année, au titre de l'année précédente, avec la paie du mois de février, selon un état annuel établi, daté et signé par le responsable de service et le directeur de pôle ou le DGS.

**PRECISE** qu'un ordre de mission permanent sera délivré au personnel exerçant des fonctions itinérantes, que l'autorisation d'utiliser son véhicule personnel ne sera délivrée qu'au vu de la souscription par l'agent d'une assurance particulière et au vu de son permis de conduire en cours de validité, l'assurance de l'agent devant couvrir de manière illimitée la responsabilité personnelle de ce dernier pour ses déplacements professionnels, la responsabilité de l'employeur dans le cas où celle-ci serait engagée vis-à-vis des personnes transportées, et enfin, l'assurance contentieuse. Une copie de ces documents sera conservée dans le dossier individuel de l'agent.

**ABROGE** la délibération du 23 novembre 2021 mettant en œuvre l'indemnité pour fonctions itinérantes :

**PRECISE** que les crédits seront prévus au budget de l'exercice.

Nombre de membres en exercice	<b>33</b>	
Nombre de membres présents ou représentés	<b>29</b>	
Votes pour	<b>29</b>	
Votes contre	<b>0</b>	
Abstentions	<b>0</b>	

*Le Maire, soussigné,*

*\* certifie que la convocation du CONSEIL MUNICIPAL et le compte-rendu de la présente délibération ont été affichés conformément aux articles L 2121.10 et L 2121.12 du CGCT,*

*\* certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte à compter du*

*\* informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délais de 2 mois à compter de la date de sa publication.*



Pour extrait certifié, conforme,

Le Maire,

Franck DEMAUMONT

*au*